

Enquête judiciaire à La Poste SA

Quinze anciens responsables gardés à vue

DR
Libreville/Gabon

L'AFFAIRE de la Poste SA qui avait agité l'opinion à la suite des révélations de malversations financières présumées dans la gestion de cette entreprise publique, à l'origine de sa quasi banqueroute, pourrait trouver son épilogue. En effet, elle prend une tournure judiciaire tant attendue par la communauté nationale et par son principal actionnaire l'Etat gabonais qui veulent que la lumière soit faite sur les graves déséquilibres financiers constatés en son sein.

Dix (10) cadres dirigeants, deux (2) partenaires et trois (3) autres personnes dont nous n'avons pas pu avoir les identités hier, sur lesquels pèsent de lourds soupçons de détournements que seule l'enquête permettra de confirmer ou non, ont été placés, dimanche, en garde à vue. Dans le cadre de l'enquête judiciaire ouverte par le Parquet du tribunal de Première instance de Libreville qui devrait les entendre dans les prochaines heures sur leur implication ou non dans ce scandale financier.

Sont à l'ombre : Georges Mihindou (Directeur de l'exploitation Mandat express Postranfer), Jean-Pierre Ekore Eyeghe (contrôleur général interne en 2007, puis gérant à la Post Bank Immo de 2012 à 2014), Christian-Pierre Makaya (Gérant de Post Immo, actuellement conseiller du P-DG), Boris Mendame Ntoutoume (Directeur financier et comptable du groupe de la Post SA, actuel inspecteur au contrôle général), Alice Florent Abore Bekale (ancien chef d'agence Gros-Bouquet), Paul Boulenda (ancien DGR PostBank, actuel conseiller du P-DG), Steeve Kassa (ancien directeur de contrôle interne), Mmes Brigitte Nkama (ancienne directrice des opérations), Sonia Benha ép Raganizo, agent aux opérations actuellement caissière principale. Enfin, MM Freddy Junior Assélé, un partenaire de la Poste SA et Boccoum Amadou, gérant de la société SINA, qui, selon les premiers éléments d'enquête, aurait bénéficié d'un crédit jugé frauduleux d'un montant de 90 millions de nos francs à la PostBank.

Le passage devant les enquêteurs de ces compatriotes auxquels devraient



Photo Archive

L'affaire de la Poste SA qui avait agité l'opinion à la suite des révélations de malversations financières, connaît un prolongement judiciaire.

s'ajouter de nombreux autres responsables dont, l'ancien P-DG, Alfred Mabika Mouyama, actuellement à l'étranger, devrait, du moins, espère-t-on, permettre de savoir ce qui s'est réellement passé au sein de cette entreprise publique à la situation financière aujourd'hui chaotique. Pour l'opinion publique, il est temps que toutes les personnes impliquées dans des malversations répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes.

En effet, il n'est un secret

pour personne que malgré la mise sous perfusion par l'Etat gabonais, son principal actionnaire, l'horizon de la Poste SA apparaît toujours aussi sombre. Les agents entrés en grève, plusieurs fois, ces derniers mois, enregistrent toujours des arrières de salaires. De nombreux clients peinent toujours à récupérer leurs épargnes, au moment où d'autres cadres et créanciers "véreux" jouissent de l'argent siphonné sans être inquiétés le moins du monde. Pendant des centaines de familles tirent le diable par la queue à cause

de leurs agissements.

Il reste que l'ouverture de cette information judiciaire marque, à coup sûr, un premier pas dans la manifestation de la vérité sur cette affaire où beaucoup de choses ont été dites, trop d'accusations fausses ou fondées, (c'est selon) sont portées contre certains responsables, agents, etc. Sans oublier cette volonté affichée par certains compatriotes prompts à entretenir souvent la confusion dans les esprits, en dépit de la situation financière dramatique que

nul n'ignore aujourd'hui. Qu'à cela ne tienne, d'aucuns espèrent aussi que les responsabilités devraient être clairement établies dans ce scandale financier sur la base de preuves tangibles. C'est sur ce terrain que la justice est attendue.

Au demeurant, aujourd'hui, si l'on peut encourager les enquêteurs de poursuivre sérieusement leurs investigations, beaucoup pensent que cette procédure devrait s'étendre aussi à d'autres affaires. Surtout, lorsque l'on sait que notre pays bruit de nombreuses autres scandales financiers qui n'ont jamais fait l'objet, jusque-là, sinon, pas suffisamment, de la moindre attention de la part de la justice. Alors, pour éviter que cette opération n'apparaisse, à tort ou à raison, comme une justice de deux poids, deux mesures, il est impératif que notre justice, si elle s'est vraiment engagée dans une opération « mains propres » d'envergure ouvre même les dossiers les plus explosifs touchant aussi bien les "petits" que les "grands" fossoyeurs des deniers publics encore bien nombreux en liberté. La fin de l'impunité dans notre pays passe bien par là. Affaire à suivre.

Accident de la circulation sur le tronçon Mitzi-Oyem
On a frôlé le drame

LBON
Oyem/Gabon

Il y eu plusieurs blessés qui ont été admis en observation au Centre hospitalier régional d'Oyem.

UN bus de marque Toyota avec à son bord plusieurs élèves du Lycée Moïse Nkoghe Mve de Mitzi, a effectué, hier, une sortie de route à l'entrée du village Mbam-Assengma à une trentaine de kilomètres d'Oyem. Bilan, plusieurs blessés.

Selon les témoins, le transport suburbain, un véhicule de marque Toyota, aurait été réquisitionné pour assurer le transport d'une partie des lycéens à l'occasion de l'inauguration officielle, par le chef de l'Etat, du stade nouvellement construit dans le cadre des infrastructures sportives de la Can 2017. A en croire le proviseur de cet établissement secondaire, Mathieu Nze Ebele, « le bus affrété par l'agence Okano Transport roulait normalement. Arrivé au virage situé juste à l'entrée du village, à la suite de l'éclatement brusque d'une des roues arrières, le conducteur aurait perdu le contrôle de l'engin. Après plusieurs embardées le bus a fini sa course dans la



Photo : LBON

Les blessés à leur arrivée à l'hôpital.



Photo : DR

L'état du minibus après l'accident.

broussaille», nous a-t-il confié. Non sans regretter le fait que les élèves concernés n'aient pas été enregistrés au préalable par ses services, avant leur départ vers le chef-lieu de

la province du Woleu-Ntem. En effet, contrairement aux autres bus dont le chargement s'est effectué devant l'établissement, en ayant à son bord un de ses repré-

sentants désigné pour encadrer les apprenants, le véhicule accidenté, lui, a embarqué ses passagers en ville, sans la présence d'un responsable du lycée. « Nous avons su que c'était



Photo : LBON

L'une des victimes.

nos élèves en allant (...) nous enquérir de la situation des accidentés», a précisé le chef d'établissement. Au décompte final, une dizaine d'élèves et le conduc-

teur s'en sont sortis avec des blessures plus ou moins graves. Transportés au Centre hospitalier régional d'Oyem, ils ont tous été placés en observation. Affaire à suivre.